

## "L'Oeuvre Préférée" de L'état Franquiste Durant Son Étape "Bleue"

Teresa González-Aja

Université Polytechnique de Madrid (Espagne)

Durant le régime franquiste, l'institution chargée de planifier et d'exécuter la politique se rapportant à la jeunesse était le "Frente de Juventudes"<sup>1</sup> (le Front des Jeunesses). L'étude de cette institution a une importance considérable, non seulement par sa valeur en soi, mais aussi parce qu'elle nous permet de suivre à travers son action sur la jeunesse, l'évolution du parti unique. Selon les paroles du dictateur lui-même, la jeunesse était l'"obra predilecta" (l'oeuvre préférée).

Cependant, lorsqu'on fait référence à la politique de la Jeunesse durant la période franquiste, il faut nécessairement faire une précision car, en réalité, quand le "Frente de Juventudes" parle des "jeunes" à cette époque-là, cela ne veut pas dire qu'il parle des jeunes en général, de ceux que l'on considère inclus dans ce groupe social, mais seulement de quelques-uns d'entre eux.

En effet, il faut dire que la politique du "Frente de Juventudes" ne s'occupait absolument pas des femmes, qu'elles soient jeunes ou non, car celles-ci appartenaient à une politique à part, plus proche d'une politique globale de la "condition féminine"; il ne s'occupait pas non plus des étudiants et étudiantes universitaires qui, eux, étaient intégrés dans le S.E.U. (Syndicat Espagnol Universitaire) et jouissaient d'un fonctionnement autonome, nettement éloigné du "Frente de Juventudes" dans la pratique, même si légalement ce Syndicat constituait une section du "Frente de Juventudes", tout au moins pendant la quasi totalité de l'étape que nous allons étudier. Par contre, les jeunes garçons d'âges compris entre sept et quinze ans, eux, appartenaient au groupe d'intérêt, puisque le "Frente de Juventudes" eut une influence considérable dans tous les secteurs sociaux de ce groupe d'âge, surtout à partir de l'âge de dix ans.

Donc, lorsque nous ferons référence à la Politique de la Jeunesse, au Front des Jeunesses ou à la Jeunesse Espagnole, nous voudrions parler des jeunes gens espagnols ayant plus de dix ans et moins de vingt et un ans, à moins de spécifier une autre tranche d'âge.

La Loi de fondation du "Frente de Juventudes" date du six décembre mil neuf cent quarante (1940) et il dura jusqu'à la fin de la période franquiste. L'analyse de cette institution nous pose le même problème que pourrait nous poser toute autre institution de la période franquiste, puisque c'est la longue durée de la dictature qui nous oblige à en étudier forcément les diverses étapes. Néanmoins, il faut signaler que malgré cela, le régime n'a jamais été altéré dans son essence, même si les apparences ont été parfois légèrement transformées.

L'étape du "Frente de Juventudes" que nous allons analyser ici est celle qui est dénommée étape "bleue" (c'est-à-dire l'étape la plus totalitaire et qui correspond aux années quarante). Ce fut une étape relativement brève et empreinte, de plus, d'un certain caractère provisoire, dû à l'inefficacité de ceux qui se trouvaient à la tête de l'organisation juvénile et aux luttes internes au sein du régime. En mil neuf cent quarante quatre (1944), le "Frente de Juventudes" se disait déjà lui-même beaucoup plus près des patrons "patriotiques" que des fascistes; le fait que José Antonio Elola-Olaso, phalangiste reconnu, en ait été son principal dirigeant, n'a jamais semblé être un obstacle à ce que l'organisation juvénile se soit adaptée à l'évolution de la guerre mondiale.

L'institution que nous allons analyser a toujours eu une conception bien restreinte de la "politique de la jeunesse". Le "Frente de Juventudes" s'inscrit dans le groupe d'organisations et de systèmes qui pratiquent ou sont agents d'une politique pour la jeunesse. La politique pour la jeunesse se caractérise par ses capacités:

- De Mobilisation, prologue ou épilogue des fronts de bataille.
- D'enseigner sa doctrine et de domestiquer.
- De dynamiser le potentiel de la jeunesse en faveur du système.
- De captation: recruter et mobiliser.



- Dissymétrique, en ce sens qu'il existe une contradiction absolue entre les comportements observables et les valeurs avancées pour les justifier.
- Elle n'est pas au service des jeunes, mais les utilise.
- Établie ou imposée de haut en bas, les jeunes ne sont qu'encadrés.
- Politiquement les jeunes sont la réserve mobilisable.

En définitive, la tendance sera d'assurer la subsistance du système moyennant le recrutement des jeunes, sur lesquels elle s'appuiera d'une manière imminente."<sup>2</sup>

Les domaines où elle était particulièrement présente étaient les activités de loisirs, l'éducation extra-scolaire, les sports et les aspects traditionnels du travail des jeunes ("Plein air", camps de jeunesse, etc.). Dans d'autres domaines où la jeunesse avait aussi sa place en tant que groupe (éducation scolaire, service militaire), les décisions étaient prises par des adultes responsables des fonctions sociales telles que l'éducation ou la défense. Le début de la mise en marche des activités du "Frente de Juventudes" apparaît au moment où commence l'époque dénommée de "l'Espagne Nationale", modèle politique partisan d'un régime totalitaire. D'autre part, à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, durant la seconde moitié de la décennie des années quarante et à cause du blocus international, ces caractéristiques totalitaires vont non seulement être maintenues, mais encore renforcées, au moins dans leurs aspects externes et visibles, pour marquer plus nettement la différence. Pendant cette période-là, l'institution dont nous parlons présente une coïncidence absolue avec les modèles fascistes.

A partir des années cinquante, le modèle va subir une crise ouverte, parallèlement aux derniers vestiges de la politique d'autarcie. Peu à peu, le "Frente de Juventudes" va commencer à perdre de son actualité pour subir une transformation totale au début des années soixante, lors de l'entrée en vigueur du Décret Ordonnateur de la "Délégation Nationale de la Jeunesse" (novembre mil neuf cent soixante et un, 1961), mais nous ne pouvons que signaler ce fait au passage, car nous nous éloignerions trop de l'époque concrète qui nous intéresse ici.

Dans la présente exposition et compte tenu de ce qui vient d'être dit, nous considérons essentielle l'étude historique des deux premières décennies d'une politique de la jeunesse -celle du régime de Franco- dont l'agent principal fut une institution bien concrète: le "Frente de Juventudes".

Les antécédents de ladite institution sont les O.J. "Organisations Juvéniles"<sup>3</sup>, nées au fil de l'unification, en avril mil neuf cent trente sept (1937)<sup>4</sup>, ou plus exactement à partir de ce moment-là, exactement le quatre août mil neuf cent trente sept (1937)<sup>5</sup>. Ces organisations juvéniles auront une certaine activité pendant les deux dernières années de la guerre civile, pour languir par la suite les deux premières années de l'après-guerre, jusqu'à la date de promulgation de la Loi du six décembre mil neuf cent quarante (1940), date du point de départ légal de la politique de la jeunesse du nouvel État.

En Espagne, comme dans le reste des pays européens de l'entre-deux-guerres, on observe que les partis politiques s'intéressent de plus en plus aux secteurs juvéniles et même infantiles, dans la recherche d'un fondement solide pour leur propre continuité. On peut citer, par exemple, le cas bien connu des "pionniers" communistes, ou celui des "balillas" fascistes, et cela vient démontrer que, d'une manière générale, toutes les organisations politiques s'aperçurent alors de la nécessité d'une projection sur les enfants.

Pendant la guerre civile espagnole et avec un certain retard par rapport à la gauche, la droite va commencer à appliquer délibérément ses techniques éducatives spécifiques dans le secteur infantile. Celles-ci furent mises en place pour donner réponse au besoin des enfants de s'identifier, de manière spontanée et par mimétisme, avec les adultes, dans les aspects externes de leurs comportements, compte tenu de l'ambiance qui régnait alors. C'était une manière de répondre à ce que l'on pourrait dénommer "la guerre comme un jeu"<sup>6</sup>. C'est ainsi que naîtront les Organisations Juvéniles.

Le caractère des activités de cette nouvelle organisation fut essentiellement sportif, culturel et religieux<sup>7</sup>. Pour leur réalisation, elle chercha à capter l'intérêt des personnages clés de la vie sociale d'alors, qui étaient: le docteur, le curé et le maître d'école, car il n'existait pas encore de spécialistes ayant une préparation et des connaissances suffisantes dans le domaine de la jeunesse.

Les membres ou affiliés furent classés en trois catégories:

- "Pelayos", qui avaient entre sept et dix ans.



- "Flechas", de dix à dix-sept ans, et
- "Cadetes", de dix-sept à dix-neuf ans.

Quant aux deux branches, masculine et féminine, elles furent radicalement séparées depuis le début, excepté en ce qui concerne la coordination entre ses chefs. L'opinion de Onésimo Redondo, l'un des fondateurs de la JONS, à propos de la co-éducation, est très intéressante: "La co-éducation ou l'accouplement scolaire est un crime ministériel contre les femmes décentes. C'est un chapitre de l'action juive contre les nations libres. Un délit contre la santé du peuple, que les traîtres responsables doivent payer de leur tête"<sup>8</sup>.

Cette étape ne représenta pas d'autres exigences formatives, si ce n'est celles qui découlaient de l'application des règlements militaires (formations, défilés) ou sportifs, et toujours avec deux buts bien précis: discipline et unité. Il n'existait pas encore un contenu de doctrine ni une idéologie définie et cohérente à transmettre aux masses juvéniles. Il existait seulement ce que l'on appelait les "Douze points de l'Organisation Juvénile"<sup>9</sup>:

1. La foi chrétienne est le fondement de mes actes.
2. Nous savons que l'Espagne est la Patrie la plus belle de toutes.
3. La Phalange, fondée par José Antonio, est la garde de l'Espagne et pouvoir m'y former est mon suprême désir.
4. Le Caudillo est mon Chef; je l'aimerai et lui obéirai toujours.
5. Nous chérissons les traditions de notre Patrie, essence de notre avenir Impérial.
6. Personne n'est petit dans le devoir envers la Patrie.
7. Nous vivons dans la connaissance et le souhait du paysan, de ce qui sent notre terre, qui est notre mère, et a son goût.
8. La vie est milice. Grâce à ma foi, ma ténacité et ma discipline, l'Espagne sera Une, Grande et Libre.
9. être National-Syndicaliste signifie ne pas avoir d'égards envers les privilèges injustes. Nous luttons pour la Patrie, le Pain et la Justice.
10. Pour servir l'Espagne, mon corps doit être fort et mon âme saine.
11. Je dois chaque jour atteindre un but un peu plus élevé. Celui qui ne se surpasse pas au service de l'Espagne, descend.
12. A travers la terre, la mer et le ciel, nous construirons l'Empire..

Une fois la guerre finie, cette Organisation Juvénile allait voir très largement débordées ses possibilités. Le véritable problème de l'O.J. viendrait avec la massification de ses affiliés, à la fin de la guerre. Le phénomène a une explication logique; en effet, la très forte répression qui eut lieu après la victoire franquiste et les conditions extrêmement dures de l'enfance pour subsister, furent des facteurs suffisants pour persuader les jeunes fils des républicains morts en combat, fusillés ou emprisonnés, à s'enrôler volontairement dans les O.J. phalangistes. "Une fois les parents dépossédés de la puissance paternelle, c'est l'État qui prenait les enfants en charge. Certaines familles politiquement suspectes aux yeux du régime affilièrent leurs enfants comme "pelayos" ou "flechas", dans l'espoir de récupérer leur place dans la société"<sup>10</sup>.

D'autre part, son succès dans le domaine de la formation n'avait pas été très brillant car elle n'avait montré qu'une certaine capacité en ce qui concerne son appareil extérieur, particulièrement à travers les dénommées "Demostraciones Nacionales" (Démonstrations Nationales)<sup>11</sup>, ainsi que dans ses activités de "plein air", et ce grâce surtout à l'expérience des scouts dont la contribution n'a cependant jamais été reconnue<sup>12</sup>.

Voilà donc ce que nous pourrions appeler les bases de la nouvelle politique de la jeunesse.

## **La Naissance D'une Politique De La Jeunesse: La Loi Fondationnelle Du "Frente De Juventudes"**

Le six décembre mil neuf cent quarante (1940), le Chef de l'État promulga la Loi Fondationnelle du "Frente de Juventudes", dont l'objectif était l'établissement de voies de socialisation pour la jeunesse, dans le but de garantir la survivance du régime. La Loi se trouve définie, dans son préambule, comme "la voie capable de garantir la formation et la discipline des générations de la Patrie dans un esprit catholique, espagnol et de milice, propre à la Phalange Espagnole traditionaliste et des Juntas Offensives Nacionales Syndicalistes".

Cette loi qui allait être, pendant quarante ans, la pierre angulaire de la politique de la



jeunesse espagnole, touchait absolument toute la jeunesse, masculine et féminine, et avait pour but sa formation.

Le "Frente de Juventudes" était constitué par deux groupes: les "affiliés", d'une part, dont l'objectif était de devenir les militants du Parti, et les "encadrés", d'autre part, c'est-à-dire tous les autres jeunes, les non affiliés, qui devaient être initiés aux consignes politiques du "Movimiento", qui comprenaient l'"initiation politique" et l'éducation physique. Ces deux matières allaient généralement de pair et devaient être enseignées dans les établissements scolaires et professionnels, où il fallait obligatoirement prévoir un certain nombre d'"heures libres" permettant d'inclure ces enseignements de la part du "Frente".

Mais cependant, il fallait tout de même faire la différence entre les intentions et les possibilités réelles, en particulier durant les années quarante. Ainsi, en 1943, il est difficile de parler de l'existence généralisée, dans tout le pays, d'une nouvelle organisation des jeunes différente des anciennes Organisations Juvéniles. En fait, rien de nouveau ne fut mis en place durant les six premiers mois qui suivirent la promulgation de la Loi, malgré les grands espoirs fondés. Il est probable que l'un des problèmes principaux fut à ce moment-là, d'un côté, l'absence d'une orientation politique claire et, d'un autre, même si celle-ci avait existé, le manque total de moyens permettant de réaliser une action quelconque.

Pourtant, cette période est extrêmement importante, étant donné la désignation, en juin 1941, de José Antonio Elola-Olaso Idiacáiz pour occuper le poste de Délégué national du "Frente de Juventudes".

Le nouveau Délégué National, ancien "Alférez provisional" (ce qui pourrait être l'équivalent du grade de sous-lieutenant), présentait un Curriculum-modèle d'homme de confiance pour ce poste. A son arrivée, le "Frente de Juventudes" était constitué par:

- L'héritage des Organisations Juvéniles. En réalité, celles-ci étaient maintenues en place par simple inertie et se chargeaient de l'organisation des camps de jeunesse, des "casernes infantiles", des commémorations, etc., bien qu'un certain épuisement se laissait déjà voir au niveau des ressources et d'une manière générale, dans tout ce qui avait trait à l'organisation, puisqu'aucune décision ne pouvait être prise, à cause du manque d'orientation face aux nouvelles situations.
- Les jeunes de la "Sección femenina" (Section Féminine). Il faut ici signaler que malgré ce qui était expressément dit dans la Loi de mil neuf cent quarante (1940), la réalité est que la jeunesse féminine fut maintenue complètement à l'écart. N'oublions pas que la co-éducation était impossible à cette époque et que toute situation où hommes et femmes devaient être ensemble était jugée scandaleuse.
- Le Syndicat Espagnol Universitaire (S.E.U.), qui représentait un monde encore plus à part, qui n'acceptait pas facilement la nouvelle situation, et encore moins son nouveau rôle qui était de s'occuper simplement de ce qui se passait dans les salles de classe, après avoir eu d'importantes attributions pendant la guerre.

C'est devant ce panorama que se trouve José Antonio Elola au début de son mandat, lequel devait durer jusqu'à la moitié presque exacte des années cinquante. On peut donc affirmer que le "Frente de Juventudes" s'est vu obligé à partir de zéro et, par conséquent, qu'il représente une création pratiquement personnelle d'Elola.

L'objectif de la première activité dont Elola s'occupa, fut la formation et la consolidation des cadres de commandement dans la structure périphérique des provinces espagnoles, afin de poser les bases initiales pour pouvoir unifier les différentes actions.

C'est la raison pour laquelle, le dix-huit août, il convoque à l'Escorial, tous les délégués provinciaux et tous les assesseurs provinciaux de la culture, pour assister à un Cours de préparation du Premier Conseil national du "Frente de Juventudes"<sup>13</sup>. Il faut ici signaler que cette réunion de l'Escorial mit précisément en évidence, le manque de personnel en général et sa formation déficiente en ce qui concerne autant les connaissances théoriques et politiques, que techniques et professionnelles. Au vu de cette évidente réalité, il fallait alors s'attacher à préparer et entraîner des individus qui, une fois formés, seraient capables de mettre en pratique les nouvelles consignes et les nouveaux plans de formation.

Les prévisions initiales établirent un encadrement de base des jeunes en unités semblables aux centuries, dont les cadres inférieurs étaient des jeunes gens sélectionnés dans leurs propres



collectivités. A partir du commandement du niveau des centuries, la direction revenait exclusivement aux "camarades préparés techniquement dans les Ecoles ou Académies correspondantes"<sup>14</sup>. Si l'on calcule un chiffre moyen de cent vingt-cinq camarades par centurie et environ un total de six millions de jeunes, il fallait donc recruter huit mille instructeurs par million de camarades à encadrer. Il est bien évident qu'étant donné les circonstances du pays à ce moment-là, ce projet était absolument impensable. Malgré tout et considérant que, même à la limite, il fallait tenter l'impossible, la Délégation mit sur pied un plan d'urgence, avec des objectifs plus modestes. Elle organisa un Cours de formation national, d'un mois de durée, au terme duquel devait être décerné le diplôme d'"Instructeur Auxiliaire Provisoire", en attendant d'organiser à une plus vaste échelle, l'"Académie Nationale José Antonio".

Il est important de rappeler ici les conditions spéciales qui furent alors exigées aux candidats pour participer au Cours national, car elles mettent clairement en relief le profil caractéristique souhaité pour les cadres moyens<sup>15</sup> :

- être affilié au "Movimiento" avant le dix-huit juillet mil neuf cent trente-six (1936) ou être militant de la FET et des JONS (Phalange Espagnole Traditionnaliste et des Juntas Offensives Nationales Syndicalistes) avec mérites et services dans l'Organisation.
- être Officier Provisoire de Complément ou des "Milicias", quelle que fut la situation militaire du moment.
- Posséder le diplôme de Maître National ou autre diplôme académique.
- être marié
- Avoir de vingt cinq à trente cinq ans.
- être d'une moralité sans tâches et posséder une préparation solide afin d'être capable d'assimiler, en un mois, les enseignements de ce cours et de les transmettre par la suite, aux camarades de la province, en tant que Chef de Cours de celle-ci.

Il est clair que l'obligation de l'état civil, être marié, ajoute ici la nuance de la respectabilité. Le fascisme espagnol mettait déjà en relief sa caractéristique essentielle: agir comme simple déguisement des attitudes les plus réactionnaires. Les candidats choisis furent naturellement des militaires, des maîtres d'école, ou des hommes âgés de plus de vingt-cinq ans. Au cours d'une de ses conférences, le Frère Manuel Rodríguez, considéré expert en matière de Pédagogie, disait en parlant du "Chef" et en s'adressant aux camarades-élèves de ce premier Cours national d'Instructeurs, que "le chef doit avoir la prestance appropriée, l'âge approprié, la voix et l'aspect virils, un physique présentable et une attitude décidée".

De son côté, Antonio J. Onieva, Inspecteur d'enseignement primaire et auteur de nombreux livres de textes scolaires pendant les années cinquante, précisait que "les qualités qui caractérisaient les jeunes gens du "Frente de Juventudes" devaient être:

- a) Religiosité et patriotisme
- b) Force physique
- c) Culture primaire fonctionnelle
- d) Caractère ferme et résolu
- e) Maîtrise de soi-même
- f) Formation nationale syndicaliste, c'est-à-dire:
  1. Esprit de service et de sacrifice
  2. Conduite exemplaire
  3. Bravoure face au danger
  4. Passion ardente
  5. Soumission à la discipline de fer
  6. Goût pour l'incommodité
  7. Confraternité profonde<sup>16</sup>.

L'institution essaya de convaincre et de ramener à ses activités le plus grand nombre possible de personnes "pré-qualifiées" et appartenant surtout au domaine de l'éducation. C'était là une manière d'établir des têtes de pont, surtout dans les cercles ruraux, à travers le "Magisterio Nacional Primario" (École Normale Nationale Primaire).

Il semblait qu'il était possible, du moins théoriquement, avec une dépense minime et en



utilisant la structure scolaire existante, d'encadrer toute la jeunesse adscrite dans les centres d'enseignement.

Par conséquent, l'une des lignes d'action principales du "Frente de Juventudes" allait être l'influence sur les maîtres d'école. Après une analyse logique de la situation en Espagne, le "Frente" lui-même s'aperçut de son incapacité de parvenir à englober la totalité de la population juvénile et il chercha alors à s'introduire dans les réseaux consolidés préexistants pour y articuler ses actions. C'est ce qu'Elola appellera, de manière fort descriptive, le "trépied", désignant ainsi les trois supports fondamentaux de la structure sociale de base: le docteur, le curé et le maître d'école. "Le "Frente de Juventudes" préconise une éducation intégrale, totalitaire. Il comprend bien qu'il doit pouvoir compter sur tous les facteurs: l'Église et la Famille et, en conséquence, l'École et le Collège, puisque celles-ci les remplaçaient souvent dans leurs fonctions"<sup>17</sup>. La mission du maître d'école avait donc, dès lors, deux versants, qui l'obligeaient à être assujetti aussi aux mécanismes de contrôle de l'Église, de l'État et du "Frente de Juventudes", outre ceux de la communauté dans laquelle il travaillait, et cela rendait sa tâche, sinon plus efficace, du moins plus sûre et plus fiable du point de vue idéologique, par rapport à ce qu'elle aurait pu être si elle avait été confiée aux mains d'un instructeur éventuel.

L'Ordre du Ministère de l'Éducation Nationale du seize octobre mil neuf cent quarante et un (1941)<sup>18</sup>, mit fin à une situation chaotique, malgré la bonne volonté souvent démontrée par ceux qui s'en occupaient, en dictant les mesures nécessaires, conformément aux mandats de la Loi Fondamentale, "pour une étroite collaboration entre les Centres d'enseignement et le 'Frente de Juventudes' dans une tâche commune", et développait les mandats de cette Loi pour tout ce qui avait trait à l'éducation physique et politique des jeunes. Ces deux matières, l'éducation physique et l'éducation politique, ainsi que d'autres activités extra-scolaires, telles que le "plein air" et les "compétitions et concours sportifs entre Collèges et Centres d'enseignement", dépendaient maintenant directement des Délégations des Sports du "Frente de Juventudes". Cette mesure allait surtout à l'encontre des centres d'enseignement privés et religieux qui, par le biais des activités sportives, commençaient à avoir une certaine image de "rénovation pédagogique".

De cette manière, les camps, marches et activités sportives devenaient le monopole du "Frente de Juventudes" et, en marge de cette organisation, les seules possibilités qui restaient aux jeunes pour se réunir, étaient les associations religieuses, et encore toujours à condition que les buts de celles-ci soient exclusivement religieux.

De son côté, l'enseignement mené par le "Frente de Juventudes" était contrôlé par l'"Asesoría Nacional de Religión y Moral" (espèce de Comité National de la Religion et la Morale). Naturellement, l'une des "normes obligatoires" était que "la coéducation n'était possible sous aucun prétexte". Cette norme était même poussée à l'extrême car, par exemple, la participation masculine était interdite dans les organisations et réalisations de danses régionales, et lorsque "il était de rigueur que des hommes participent, les rôles des hommes devaient aussi être représentés par les jeunes filles"<sup>19</sup>.

Les garçons et les filles devaient être formés pour des missions bien différentes. Ainsi, "le garçon endure son corps grâce à l'exercice physique et la discipline militaire et aguerrit son esprit à travers la doctrine Nationale-Syndicaliste. Il reçoit sa formation religieuse en collaboration avec l'église et ainsi, le jour venu, il pourra être un nouveau soldat de la Patrie. Quant à la fille, elle doit aussi se former dans l'austérité, la discipline féminine et la joie. Elle doit apprendre profondément comment doivent être les femmes chrétiennes et phalangistes de la Patrie (...) eux seront des soldats comme leurs frères aînés qui tombèrent "cara al sol", c'est-à-dire le visage tourné vers le soleil et la tête haute, et elles, elles seront comme les camarades qui les ont précédé dans la Section Féminine, elles sauront aussi bien soigner leurs blessures et laver leurs vêtements, que broder les drapeaux qu'ils porteront sur les chemins de l'Empire"<sup>20</sup>.

Le but de l'éducation masculine n'était pas d'enseigner "une manière de penser", qui n'existait pas pour le vrai phalangiste, mais plutôt "une manière d'être", clef de la "conception totalitaire de la vie", et il est bien évident que le milieu idéal pour mettre en place cette tâche formative était celui des camps de jeunesse.

Il faut ajouter que ce n'était pas seulement à l'école où le "Frente de Juventudes" prétendait éduquer politiquement les jeunes, c'était aussi dans les entreprises, c'est pourquoi il mit sur pied une action dont l'objectif était la "Section des Apprentis"<sup>21</sup>, qui était divisée en "apprentis



de la campagne", "apprentis de la mer" et "apprentis de l'industrie et du commerce". Ces derniers, beaucoup plus avancés, devenaient très vite "Apprentis des Centres de Travail", parallèlement à ceux de l'enseignement.

La Guerre Civile avait absolument décimé ce secteur, en ce qui concerne l'organisation syndicale ou de tout autre type. C'est alors que le Ministère du Travail décida, par l'intermédiaire de son ministre, José Antonio Girón de Velasco, de favoriser ce secteur en appuyant toute initiative destinée à "donner au 'Movimiento' la grande masse des futurs producteurs espagnols... en leur faisant sentir la doctrine Nationale-Syndicaliste, essence du Nouvel État. Il s'agissait de perfectionner leurs conditions morales et leurs aptitudes professionnelles afin qu'une fois ces deux conditions acquises, tout puisse tourner à l'avantage et au bénéfice de la grandeur de l'Espagne et de la production nationale"<sup>22</sup>. Cet appui de la part du Ministère fut représenté par des mesures pratiques telles que le caractère obligatoire d'accorder aux apprentis "une heure libre par semaine" sur leur horaire de travail, afin de pouvoir recevoir les enseignements du "Frente de Juventudes", ou encore de permettre aux apprentis "encadrés" c'est-à-dire les non affiliés, de disposer de quinze jours de vacances pour pouvoir participer à des cours, des voyages, etc.<sup>23</sup>

Par conséquent, ce secteur comptait donc sur certains appuis et n'avait pas l'inconvénient des entraves imposées par les centres scolaires ou les enseignants qui voyaient leurs compétences menacées, mais malgré cela, le problème était le même que pour les centres d'enseignement: le manque de personnel capable de mener à bien la tâche de formation, auquel il fallait ajouter aussi le problème du manque de structures.

Pour conclure, nous allons analyser les "réussites" obtenues par le "Frente de Juventudes", que José Antonio Elola lui-même a indiquées sur le rapport qu'il présenta au Caudillo, le trois octobre mil neuf cent quarante deux (1942) et qui contient les résultats de sa première année d'activités<sup>24</sup>.

Ce rapport met tout d'abord en relief que les deux problèmes prioritaires furent la formation des instructeurs et celles des "mandos menores" (des chefs de rang inférieur) pour les unités de volontaires. Les premiers avaient déjà leur école de formation qui était l'"Academia Nacional de Mandos e Instructores José Antonio" (l'Académie Nationale des Chefs et Instructeurs José Antonio)<sup>25</sup>, dont les diplômes de la première promotion allaient être décernés durant ce même acte. En ce qui concerne les seconds, José Antonio Elola profita de l'occasion pour soumettre au Caudillo une initiative qui allait être, évidemment, très bien accueillie: changer le nom des unités des affiliés qui, dorénavant, allaient se dénommer "Falanges Juveniles de Franco (Phalanges Juvéniles de Franco)"<sup>26</sup>.

Pour ce qui se rapporte aux principes éducatifs, deux d'entre eux sont essentiellement mentionnés: la camaraderie et l'auto-direction; c'est grâce à eux que l'on forme un garçon "endurci spirituellement et physiquement", "... rude et fort, orgueilleux et vaillant, digne, avec la dignité de celui qui se sent fort dans son intérieur, et noble, avec la noblesse de celui qui sait que notre Justice ne récompense que le mérite ou le bon exemple; nous voulons qu'avec le temps, il apprenne à ne pas plier sa jeune tête, fervente et pleine d'illusions, lorsque l'injustice, l'incommodité ou la désertion chercheront à l'y pousser".

Dans son rapport, Elola justifie la pauvreté des résultats par le "manque de moyens humains", mais il ajoute que ce problème était sur le point d'être résolu grâce aux nouveaux instructeurs (au nombre de cent deux), qui allaient recevoir ce jour même leurs diplômes.

Après une analyse de l'introduction des matières d'Éducation politique, physique et sportive dans le domaine scolaire, où il essaie de faire de son mieux pour sauver la situation réelle, puisque ces matières étaient alors considérées des "Marías", c'est-à-dire, dans le langage des étudiants, des matières sans importance, Elola conclut son rapport en présentant une vision globale des activités qu'il voulait mettre en relief aux yeux de Franco, en particulier du domaine de la médecine et la santé, comme par exemple la création de dispensaires ou la mise en place des vaccinations, la désignation d'Aumôniers et, dans le domaine du "plein air", l'installation et la mise en marche de camps de jeunesse. Les autres aspects mentionnés, tels que la Culture et l'Art, l'Éducation physique, la Section navale, l'Aéromodélisme ou les Publications n'ont pratiquement aucune importance. Il faut aussi souligner qu'Elola n'hésita pas à demander avec beaucoup d'insistance et comme une nécessité immédiate, des "foyers" ou des lieux de réunion pour les jeunes, des camps et des installations sportives.



## Conclusions

De tout ce qui a été dit, nous pouvons mettre en relief que:

En ce qui concerne l'idéologie, ce qui manque essentiellement est un programme concret. Des expressions telles que "manière d'être", "style particulier", font voir un manque de contenu qui prenait forme exclusivement dans des aspects formels.

Quant à la réalisation d'un programme éducatif (s'il avait existé), qui comprendrait la formation politique, religieuse et physique, on manque des moyens nécessaires pour pouvoir la mener à bien, autant des moyens humains (les formateurs eux-mêmes manquaient de formation) que matériels. La conséquence qui s'en dérive est l'absence de formation, ainsi que le discrédit des matières en question.

C'est tout ce que l'on peut dire pour ce qui est des possibles "réussites".

Mais ce que nous révèle vraiment l'analyse des organisations chargées de la Formation de la Jeunesse à cette époque, c'est qu'elles ont surtout cherché à nier la réalité. Elles disaient éduquer "toute" la jeunesse et pourtant elles ne s'occupaient pas de ces milliers d'enfants qui n'étaient pas scolarisés, mais qui ne travaillaient pas non plus, parce que la faim et l'extrême pauvreté qui régnaient alors en Espagne ne les avaient pas épargnés. Si ces enfants ne pouvaient ni manger ni s'habiller, il est évident qu'ils ne pouvaient pas non plus aller à l'école, ni aux centres de travail où l'on prétendait inculquer un esprit déterminé.

Par conséquent, nous pouvons dire que si le "Frente de Juventudes" avait pour mission d'inculquer, chez les jeunes, l'esprit du "Movimiento"<sup>27</sup>, qui devait conformer l'essence de la vie nationale, et qui comprenait l'initiation politique et l'éducation physique, alors il est clair qu'il a échoué.

## Notes

<sup>1</sup> Juan Sáez Martín, *El Frente De Juventudes. Política De Juventud En La España De La Posguerra (1937-1960)* (Madrid: Siglo XXI, 1988).

<sup>2</sup> Ibid. p. 10

<sup>3</sup> Le 4 août 1937, l'Organisation Juvénile est créée par le Décret qui approuve les statuts de la FET et des JONS (Chap. V, art. 23), comme l'un des Services Nationaux, sous la direction d'un Délégué. BOE, num. 291, du 7/8/1937; BM, num. 2, du 15/8/1937.

<sup>4</sup> Les groupes qui arrivent à l'organisation sont les traditionalistes et les phalangistes. Boletín del Movimiento, num. 1, du 5/5/1937. Cf. également, surtout en ce qui concerne les dispositions complémentaires, le Recueil systématique de la législation du "Movimiento", t. 1, Madrid, Institut des Études Politiques, 1944, p. 23 et ss.

<sup>5</sup> L'Organisation Juvénile est créée par le Décret qui approuve les statuts de la FET et des JONS (Chap. V, art. 23), comme l'un des Services Nationaux, sous la direction d'un Délégué. BOE, num. 291, du 7/8/1937; BM, num. 2, du 15/8/1937.

<sup>6</sup> A.M. raconte ses souvenirs d'enfant à 11 ans: "Mon entrée officielle dans l'organisation fut en 1937, après avoir réussi à nous évader, ma mère et tous mes frères, de la zone "roja" (républicaine). J'étais, dans les anciennes Organisations Juvéniles, Chef d'escadron et Phalange. Nous étions très fiers avec nos casquettes, nos fusils en bois et nos buffleteries! Je n'ai jamais ressenti la responsabilité du commandement avec autant d'ardeur que lorsque je l'exerçais sur cette escadrille de douze camarades! C'était l'époque de la discipline, du pas militaire, de la mode. C'était ainsi et il n'était donc pas surprenant de voir des centurions complètes réalisant leurs activités journalières et, le dimanche, leurs activités extraordinaires. C'était l'époque de la caserne plutôt que celle du foyer; du simulacre de prises de position, plutôt que celle de la marche; de l'instruction militaire plutôt que de l'entretien culturel". Archivo Academia de Mandos, "Memorias Curso de Ascenso" C.1/42, p.3.

<sup>7</sup> Boletín del Movimiento, num. 2-8-37, p. 112-113.

<sup>8</sup> Dans Libertad, 28/12/1931.

<sup>9</sup> Les "douze points du 'Flecha' apparaissent pour la première fois dans une circulaire du 9/11/1937.

<sup>10</sup> G. Soria, *Guerra y Revolución en España 1936-1939*, Barcelone, 1978, V, p. 299.



<sup>11</sup> En 1938, une "démonstration nationale" fut organisée à Séville, à laquelle Franco n'assista pas et qui ressemblait énormément aux manifestations des jeunesses fascistes ou au "reichsjugendtag del NSDAP" de 1934 à Postdam. Des exercices pré-militaires, gymniques et sportifs, étaient réalisés par les masses d'affiliés de toutes les provinces espagnoles. Un an après, le 29 octobre, la deuxième démonstration syndicale eut lieu, cette fois à Madrid.

<sup>12</sup> Une liste générale des normes concernant les camps, jusqu'au milieu des années quarante, apparaît dans Sancho Dávila, *De La Oj Al Frente De Juventudes* (Madrid: Editora Nacional, 1941). S. Dávila: *De la Oj al frente de Juventudes*, Madrid, 1941, p. 190 et ss.

<sup>13</sup> Mises à part les informations journalistiques, sans aucune importance, la seule source documentaire actuellement disponible qui apporte des données sur cette première étape est le "Archivo Academia de Mandos (AAM), documents correspondants aux "Instructores Auxiliares Elementales Provisionales" (IAEP), matériel sur les premiers cours de cette institution dans sa toute première étape ayant précédé la convocation de la Première promotion d'Officiers Instructeurs.

<sup>14</sup> Nous utilisons comme principale source d'information les références obtenues en AAM, leg.cit. (IAEP), dont en particulier quatre pages dactylographiées qui portent le titre "Formation des Instructeurs" et contiennent les prévisions globales pour la période 1942-47. Aucune référence ne permet d'en identifier l'auteur. Ces feuilles sont des formulaires officiels utilisés au verso et qui portent, au recto, l'en-tête du "Corps de l'Armée de Galice-Service de la Police-Garde Civile".

<sup>15</sup> Circulaire adressée aux délégués provinciaux, du 25 septembre 1941.

<sup>16</sup> AAM. Leg.cit. De IAEP; résumé de l'une des trois conférences données durant le Premier Cours National d'Instructeurs.

<sup>17</sup> "Au corps enseignant". Instruction num. 2 (1/11/1941), dans Mandos, num. 1, janvier 1942, p. 7.

<sup>18</sup> BOE du 18/10/1941.

<sup>19</sup> Cf. Mandos, num. 7, p. 5. Note du "Capellán Nacional", du 15/6/1942.

<sup>20</sup> Cf. Mandos, num. 1, p. 24-25

<sup>21</sup> Cf. Mandos, num. 1, p. 26.

<sup>22</sup> Cf. Mandos, num. 1, p. 27 et ss.

<sup>23</sup> Ordre Ministériel du Ministère du Travail du 20 avril 1942. BOE, num. 115, du 25/4/1942.

<sup>24</sup> Le discours-rapport d'Elola est repris intégralement dans Mandos, num. 11, p. 277 et ss.

<sup>25</sup> École où étaient formés les instructeurs en Education Physique et qui poursuivit son activité jusqu'à son intégration à l'INEFde Madrid, après la création de celui-ci, en 1967.

<sup>26</sup> Si Adolphe Hitler avait une Hitlerjugend, Franco ne pouvait pas faire moins.

<sup>27</sup> "Éclaircissement à la Loi du Frente de Juventudes", dans Mandos, num. 9, septembre 1942, p. 137.